

A2C

BULLETIN OUVERT ET ÉVOLUTIF
À VOCATION RÉGULIÈRE
POUR L'AUTONOMIE DE CLASSE

N° 8 PRIX LIBRE

CONTRE MACRON ET LE PEN, CONSTRUIRE NOS AUTONOMIES/ NOS LUTTES

LA BOURGEOISIE SAIT FAIRE DIVERSION. ELLE SAIT NOUS DIVERTIR, NOUS ABRUTIR, NOUS DIVISER. MACRON EN EST UN PARFAIT EXEMPLE. EXSANGUÈ SUR LE PLAN SOCIAL, SOUS PRESSION D'UN MOUVEMENT SOCIAL INÉDIT DANS SA DURÉE, SA RADICALITÉ, SON ENRACINEMENT TERRITORIAL, LE POUVOIR N'A D'AUTRE CHOIX QUE DE TENTER DE DÉRIVER LA COLÈRE DES CLASSES POPULAIRES VERS DES BOUC-ÉMISSAIRES FACILES : IMMIGRÉ·E·S, DÉVIAnt·E·S, « FAINÉANT·E·S »...

Et pourtant... Si Macron essaie par tous les moyens de remettre au centre du débat public la question migratoire, ce n'est pas (seulement) pour ne pas parler des fins de mois.

LES OPPRESSIONS NE SONT PAS (QUE) DES DIVERSIONS

C'est qu'un débat sur l'immigration a le triple avantage d'alimenter l'autojustification de leur surenchère raciste, policière et militaire, de rendre légitime et nécessaire le tri entre êtres humains, et enfin d'affaiblir l'unité, donc les capacités de résistance du prolétariat. C'est pourquoi le capitalisme ne peut fonctionner sans racisme (même si le racisme, peut, hélas, lui survivre).

Il faut bien saisir la nécessité idéologique, politique mais aussi économique pour le



LA MEUTE

système de nous faire accepter le tri et la hiérarchisation des êtres humains. Le capitalisme est le seul système dans lequel il peut y avoir « trop » de travailleur·ses – alors même que les besoins humains de base ne sont pas satisfaits, et que certain·e·s se tuent au travail. Les besoins humains ne sont pas son objectif, contrairement à la valorisation du capital. Il crée donc ainsi une masse qui « ne compte, littéralement, pas », car exclue ou marginalisée de la participation à son cycle infernal de production. Les « surnuméraires » ainsi que les appelle Alain Badiou. Il faut donc faire accepter que l'on peut, que l'on doit, trier les êtres humains. On commence par les « étranger·e·s » puis l'on peut faire accepter que l'on coupe les minima sociaux aux « nationaux ».

On voit ici que ce qui s'exprime envers les groupes sociaux marginalisés en termes de politique policière et judiciaire, mais aussi en termes d'accès aux possibilités de survie et / ou en termes de forme de surexploitation, a une vocation d'extension infinie vers le centre, comme lorsque Macron et Castaner répriment les manifestations écologistes.

Un débat sur l'immigration accrédite l'idée qu'il y aurait un « problème de l'immigration », que ce sont les travailleur·ses « étrangers » qu'il faut attaquer et pas le racisme et ses bases matérielles. Ce débat donne raison aux partis fascistes (« ils posent les bonnes questions »), les renforce et alimente la surenchère raciste : pour lutter contre le FN, il faudrait appliquer son programme – comme le pratique la Macronnie.

REFUSER LE TRI ENTRE ÊTRES HUMAINS

Surtout, de part son existence, un débat sur l'immigration instaure un tri entre êtres humains. C'est ce tri qu'il nous faut refuser. Il n'y a pas et ne saurait y avoir une façon « de gauche » de trier les humains. Pas (seulement) par humanisme abstrait, mais (surtout) car ce sont nos sœurs et frères

de classe qui sont l'objet de ce tri et qui en meurent tous les jours.

L'argument, faussement de gauche, mais vraiment raciste, que les travailleur·ses immigré·e·s tirent les salaires vers le bas est aussi éloigné de la réalité qu'un DRH parlant du travail des salarié·e·s. Déjà les travailleur·ses exilé·e·s n'occupent pas les mêmes segments du marché du travail. Leur situation juridique les pousse souvent vers des activités rendues illégales (travail du sexe ou de la drogue), ou informelles (maïs chaud, souvenirs). Même dans le cas d'une intégration plus ou moins complète à l'économie formelle (travail non déclaré pour les grandes entreprises via la sous-traitance ou les petits patrons de resto, services aux personnes, travail sous alias), ils et elles occupent les places les plus précarisées du salariat. L'exemple des récentes grèves dans les secteurs du nettoyage est à ce titre très parlant : l'organisation de ces secteurs est un enjeu important car leur entrée en lutte peut être synonyme d'avancées pour l'ensemble de la classe. Les ouvriers spécialisés, donc majoritairement immigrés, de Talbot Poissy, ont gagné en 1982 des revendications pour l'ensemble des ouvriers de l'usine : augmentations et libertés syndicales. Cela n'a pour autant pas empêché que, deux ans plus tard, ils se fassent déloger de l'usine qu'ils occupaient sous les Marseillaises et les encouragement à la police de leur « camarades », collègues « français ».

En instaurant cette division artificielle – dont les effets sont cependant très concrets, l'État capitaliste cherche à créer une unité d'apparence, entre exploités et exploité·e·s blancs. Il tente ainsi d'enrôler les travailleur·ses dans la défense des prétendus « intérêts nationaux », qui s'étend au prétendu « mode de vie européen » qui permet de désigner des « adversaires de l'Europe venant aussi bien de l'intérieur que de l'extérieur des frontières ». Quand on laisse se distiller ce poison dans notre classe, c'est la capacité



LA MEUTE/TUFF

de résistance de toute la classe qui s'en trouve affaiblie, et donc l'emprise des capitalistes sur nos vies qui est renforcée.

DÉTRUIRE TOUTES LES HIÉRARCHIES !

À la polarisation sociale répond le jeu politicien. Macron, dans les pas de son mentor, Hollande, tente de se vernir de progressisme avec un « Grenelle » sur les violences faites aux femmes et une loi de bioéthique.

Le Grenelle, c'est trois mois de rencontres pour acter des faits déjà connus et pour tenter d'étouffer une flamme féministe traversant le pays et le monde et pas prête de s'éteindre. « *Honorons les mortes, luttons pour les vivantes !* » dit le slogan sur les murs de centaines de villes et villages. Des luttes des femmes de chambre – pour la plupart noires et exilées – à la constitution de comité de grève pour le 8 mars 2020, la lutte collective et la solidarité en actes promettent plus que le réformisme.

La loi bioéthique, c'est notamment la PMA (procréation médicalement assistée) pour les femmes célibataires et lesbiennes en couple, mais uniquement cisgenres : en sont exclues les personnes trans. Entre autres reculs rappelant l'ordre moral, cette loi n'interdit pas les mutilations des personnes intersexes par les médecins. Si cette loi bénéficiera à des milliers de femmes, c'est aussi un rappel clair de l'ordre soit-disant naturel des choses.

MACRON TENTE DE RENFORCER UN PÂLE ANTAGONISME AVEC LE PEN !

Tout en récupérant des idées d'extrême droite pour se rassurer, l'État autoritaire de Macron n'est, malgré tout, pas le fascisme. Dire l'inverse nous mène au fatalisme et nous ôte toute capacité à agir contre la menace réelle. Évidemment, nous pouvons rire jaune en voyant les membres LREM se montrer outrés du discours de Zemmour, quand dans le même temps le gouvernement rend le terrain propice au développement de ses idées. Il est de notre responsabilité de redonner l'envie de se battre en s'organisant à une large échelle. Cela passe à la fois par la démonstration que la lutte paie, mais aussi qu'elle peut être toujours plus belle et créative, communiste et émancipatrice, rigoureuse et excitante.

Appuyons les luttes qui s'expriment déjà, et qui peuvent se démultiplier en se coordonnant, tout en respectant les spécificités et les atouts de chacune d'entre elles. Se sentir solidaires et sensibles face à la répression est un début, comme celle que vivent des milliers de personnes en France depuis presque un an avec les Gilets jaunes. C'est cette solidarité instinctive face à l'appareil policier qui a permis que se retrouvent Gilets jaunes et habitant·e·s des quartiers populaires. C'est ce sentiment qui nourrit et radicalise les mobilisations à Hong Kong, en Égypte, au Soudan, en Irak, en Syrie...

Quelque soit son chromatisme – libéralisme, fascisme ou « vert », nous ne voulons pas du capitalisme. L'espoir ne suffit pas, et au-delà du combat nécessaire pour la survie et contre la répression, nous devons renforcer notre conviction que l'émancipation collective sera notre plus belle fortune, accentuer les luttes existantes et permettre un accroissement de la confiance en notre capacité à renverser la société.

TPP ET SOLEN

GRÈVE DES TRAVAILLEURS DE CHRONOPOST ALFORTVILLE: "L'ÉTAT EXPLOITE LES SANS-PAPIERS"

ALFORTVILLE. DES DIZAINES DE TENTES JONCHÉES SUR LE TROTTOIR LE LONG D'UNE PISTE CYCLABLE, FLANQUÉES DE PART ET D'AUTRE DE DRAPEAUX DE COLLECTIFS DE TRAVAILLEURS SANS PAPIERS ET DE SYNDICATS. CHICHA, THÉ ET JUS DE FRUITS: L'ACCUEIL EST GÉNÉREUX. BIENVENUE SUR LE PIQUET DES TRAVAILLEURS SANS-PAPIER DE CHRONOPOST, TENU JOUR ET NUIT DEPUIS LE 11 JUIN 2019, DATE OU S'EST DÉCLENCHÉE UNE GRÈVE DONT ON N'ENTEND PAS ASSEZ PARLER.

Is sont une trentaine de « Chronoposts » en grève pour leur régularisation, embauchés à la semaine par une petite boîte d'intérim pour le compte de Derichebourg qui, à son tour, les fait travailler sur le site de Chronopost Alfortville. « Chaque vendredi, je reçois un appel ou un texto qui me donne une mission et me dit quelles seront mes heures la semaine prochaine. » Et ce pendant dix-huit mois grand maximum, car au-delà, la loi impose à l'employeur d'offrir un CDI au salarié, « donc après dix-sept mois, on nous notifie la fin de notre mission, et au bout d'un ou deux mois on nous rappelle pour une nouvelle mission ». Des procédés classiques du monde de l'intérim, auxquels sont soumis-e-s des millions de membres de notre classe à qui les patrons imposent ces micro contrats à répétition.



LE SYSTÈME CHRONOPOST

Dans ce centre logistique qui appartient à Chronopost, filiale de La Poste, arrivent des camions que les salarié-e-s doivent décharger avant de trier les colis pour les orienter vers leurs destinations en Île-de-France ou en province. Le travail de nuit est de rigueur: « Ça dépend des jours et des besoins, mais typiquement on commence à 3h30, ce qui pour beaucoup d'entre nous signifie qu'on sort de chez nous à 2 voire 1 heures du matin, et

qu'on rentre à 8 ou 9 heures après 3 heures ou plus de travail ». Mais ils ont une paie « de jour » (non majorée), car la loi définit le travail de nuit comme durant au moins « 3 heures de suite entre 22h et 6h ». Les heures supplémentaires ne sont pas payées, et ils en font souvent car « tant qu'il reste des camions à décharger, il faut rester. On est un par camion, pas plus, et on a 25-30 minutes pour tout décharger. Les chefs nous mettent toujours la pression pour aller plus vite ». Celui qui ose se plaindre ou même réclamer ses heures

supplémentaires sait que sa mission ne sera pas renouvelée et qu'il se retrouvera sans revenus la semaine prochaine. « Même quand on est malade, on y va quand même, on se dit que ce n'est que quelques heures et qu'il faut tenir... un arrêt maladie, c'est fin de mission ». Tout ça pour une paie de 600€ maximum à la fin du mois. Chronopost est une filiale de La Poste qui compte plus d'un milliard d'euros de chiffre d'affaires annuel pour seulement 3500 salarié-e-s « internes »; elle ne pourrait fonctionner sans les milliers d'intérimaires

qui déchargent les camions et trient les colis à un rythme effréné dans les agences partout en France. Parmi ces femmes et ces hommes qui font tourner la boîte, combien de sans-papiers sont surexploité-e-s et menacé-e-s de représailles par les petits chefs de Chronopost pour la moindre revendication? L'entreprise se cache derrière ses sous-traitants pour fuir ses responsabilités d'employeur, et prétend ne pas savoir que des sans-papiers travaillent sur ses sites. « On donne un badge d'accès au site à ceux qui ont des papiers,



mais nous n'avions pas de badge, il fallait que quelqu'un nous ouvre. L'État est complice : ça fait 4 mois que nous sommes en grève, que nous dormons devant l'agence, que nous passons à la télé et dans les journaux, et ils n'ont pas pensé à faire un seul contrôle à Chronopost pour voir qui travaille vraiment sur ce site ! »

ÉTAT COMPLICE

Les grévistes accusent clairement l'État français, à qui appartient Chronopost, de profiter de la précarité et de la vulnérabilité des sans-papiers, qu'il a lui-même créée, pour mieux les exploiter au travail : « *quelqu'un qui a ses papiers, au bout de deux, trois jours, une semaine maximum, il se barre car il n'est pas obligé de bosser dans ces conditions.* » Depuis maintenant quatre mois, la grève Chronopost constitue un centre de gravité local pour les luttes de sans-papiers : parmi la soixantaine de personnes qui dorment sur place et tiennent le piquet, on trouve évidemment les grévistes, mais aussi d'autres

travailleur-e-s sans-papiers qui soutiennent la grève et s'en inspireront peut-être pour en construire d'autres sur leurs lieux de travail. Soutiens de la première heure, le Collectif des travailleurs sans-papiers de Vitry (CTSPV94) et le syndicat Solidaire ont été rejoint par des élus locaux et nationaux, et plusieurs rassemblements de soutien ont été organisés, notamment par la Marche des solidarités.

Pourtant Chronopost ne cède toujours pas ; par la voix de son DRH, elle se dédouane de ses responsabilités, refusant encore et toujours de délivrer le fameux cerfa qui permettra de régulariser les grévistes. Chronopost serait donc victime de ses sous-traitants ? Les grévistes balayaient cette suggestion d'un revers de la main, car « *ceux qui nous ont remplacés depuis la grève, on les voit tous les jours, ils sont aussi sans-papiers. Eux aussi, ils n'ont pas de badge et attendent dehors qu'on vienne leur ouvrir.* »

Les grévistes d'Alfortville n'ont donc toujours pas gagné leur régularisation. Ils ont déjà rejeté une proposition de la préfecture d'examiner les demandes

une à une, et réclament leur régularisation en bloc : « *c'est l'État qui nous a exploité, c'est l'État qui doit nous régulariser. Nous n'allons pas céder, nous sommes déterminés à continuer ensemble.* »

D'autres luttes victorieuses, comme les grèves coordonnées par la CGT début octobre, montrent qu'il est possible de gagner les cerfa assez rapidement en cas de grève, mais le cas des Chronopost semble plus compliqué car les enjeux politiques sont importants : comme le répètent les grévistes, « *Chronopost, c'est l'État* ». Il faut donc trouver un moyen de forcer la main des patrons, peut-être en convaincant d'autres sans-papiers employés par Chronopost de se mettre à leur tour en grève pour gripper la machine. Histoire de faire monter la pression alors qu'approchent les fêtes de fin d'année où le nombre de colis – et les enjeux économiques pour Chronopost – augmentent sensiblement.

Loin d'être un accident ou un cas isolé, l'exploitation des sans-papiers par Chronopost, comme dans le nettoyage, l'hôtellerie et bien d'autres secteurs, fait

partie intégrante d'un système géré par l'État pour le compte du capital. Mais cette « main d'œuvre » que les patrons voudraient voir passive et corvéable à merci, sait lever la tête, résister et s'organiser pour ses droits. Les luttes de sans-papiers font partie intégrante de la marée qui monte depuis le mouvement contre « la loi travail et son monde » : par les grèves, les organisations locales et les manifestations, ces femmes et ces hommes ont gagné leur place d'honneur parmi les sections les plus combattives de la classe ouvrière en France, et n'ont rien à envier aux Gilets jaunes et aux militant-e-s syndicales.

Alors que Macron fait la guerre aux immigré-e-s et à la classe ouvrière, et qu'une partie de la gauche cède à la rhétorique anti-migrants, il est grand temps pour notre camp social de se rendre compte que les luttes des sans-papiers, qui sont en première ligne face au racisme d'État et à l'exploitation patronale, ne sont pas des luttes « secondaires » ou « humanitaires », mais représentent l'essence même de la lutte des classes.

JB

D'ALGER À DÉTROI ET DE FANON À BOBBY SEALE

À PROPOS D'ALGER, CAPITALE DE LA RÉVOLUTION D'ELAINE MOKHTEFI, PARU EN MAI AUX ÉDITIONS LA FABRIQUE.

En 1960, six ans après la défaite décisive de la France en Indochine, c'était au tour de l'Algérie de devenir l'épicentre de la lutte anticoloniale. Cependant, c'est lors d'une conférence anticoloniale la même année à Accra, capitale du Ghana, premier pays africain indépendant, qu'Elaine Mokhtefi a vraiment débuté le périple militant raconté dans son livre « Alger, capitale de la révolution ».

LE RACISME EN FRANCE

Arrivée depuis New York en France en 1952, Elaine Mokhtefi se rend compte assez vite que la devise « liberté, égalité, fraternité » n'est qu'une façade d'un État tout aussi raciste que les États-Unis. Un racisme particulier, colonial, qui pénètre jusqu'aux organisations du mouvement ouvrier et de la gauche. En 1954, François Mitterrand, alors ministre de l'Intérieur, déclare que l'Algérie, c'est la France... des Flandres jusqu'au Congo, la loi s'impose et elle est française. Le PCF, quant à lui, n'avait pas soutenu la lutte algérienne avant... sa fin en 1962. Déçue de voir que « *le colonialisme et le racisme étaient les deux piliers du pouvoir* », elle part alors pour une conférence à Accra où elle rencontre Fanon, dégoûté lui aussi par le racisme auquel il s'est confronté dans les rangs de l'Armée française de la Libération. Pour Mokhtefi, ça sera la première d'une longue liste de rencontres avec des militants anticoloniaux tels que Nkrumah, Lumumba, Kenyatta, Tambo et Ben Bella.



ALGER LA ROUGE

Jusqu'à la fin de la guerre d'Algérie en 1962, Mokhtefi s'engage pour la cause algérienne depuis les États-Unis. Elle arrive, enfin, à Alger pour la première fois, au moment des célébrations de l'indépendance et elle y restera jusqu'en 1974. Les espoirs créés par Ben Bella pour un pays « socialiste », pour « l'auto-gestion » et la « liquidation du colonialisme dans toutes ses formes », ne seront réalisées qu'à moitié et pour une durée assez brève. Malheureusement, le livre n'explore pas les causes

de cet échec qui ont laissé Houari Boumédiène s'imposer par un coup d'état en 1965. Mokhtefi se contente de critiquer le fait que Ben Bella était le « maître de l'improvisation » tandis que la question d'un réel contrôle démocratique des moyens de production n'est pas discuté. Aujourd'hui, alors que la revendication pour une assemblée constituante trouve un certain écho dans la gauche algérienne et le mouvement de solidarité en Europe, l'expérience faite des outils de la démocratie bourgeoise retrouve son importance.

LES PANTHÈRES NOIRS À ALGER

À partir de 1969 arrivent à Alger quelques cadres des Panthères Noires (PN), qui avaient quitté les États-Unis pour éviter d'être emprisonné-e-s. Mokhtefi servira de lien entre les PN et le Front de Libération Nationale algérien au pouvoir depuis la révolution. Elle tissa une relation militante très étroite avec Eldridge Cleaver, un des dirigeants exilés des PN et elle l'accompagna à travers la scission des PN en 1971 et jusqu'à son départ pour la France en 1973. Pour Mokhtefi, cette collaboration était une suite logique de son engagement antiraciste aux États-Unis avant son départ. Cependant, l'importance qu'elle donne dans sa narration aux comportements individuels ne nous offre pas beaucoup d'enseignements sur les difficultés rencontrées par les PN et le développement de leur orientation politique à partir du moment où l'appareil sécuritaire étatique des États-Unis décida de les détruire.

RETOUR À LA CASE DÉPART

En 1974, après avoir refusé d'espionner Zohra Sellami, épouse de Ben Bella alors emprisonné, Mokhtefi sera renvoyée sommairement d'Algérie pour la France où elle était considérée comme persona non grata. Mokhtefi raconte sa vie et le nombre incroyable de personnalités qu'elle a rencontré : Simone De Beauvoir, Sartre, Nina Simone, Miriam Makeba, J.L. Godard... La seule faiblesse de ce livre est de ne pas essayer d'en tirer les leçons politiques. Son expérience est tellement riche qu'elle provoque en nous ce besoin. En même temps c'est aussi son atout, car son livre se lit presque comme un roman.

DIMITRIS

LES PRÉMICES D'UNE NOUVELLE RÉVOLUTION ÉGYPTIENNE

NOUS PARTAGEONS CET ARTICLE PUBLIÉ ANONYMEMENT SUR LE SITE DES RÉVOLUTIONNAIRES SOCIALISTES ÉGYPTIENS AU LENDEMAIN DE MANIFESTATIONS CONTRE SISSI. MALGRÉ LEUR TAILLE MODESTE, CES RASSEMBLEMENTS À L'APPEL D'UN ENTREPRENEUR RECONVERTI EN LANCEUR D'ALERTE SEMBLENT AVOIR BOULEVERSER LE RÉGIME, À EN JUGER PAR LA RÉACTION DE LA POLICE ET DE SES PORTE-PAROLE MÉDIATIQUES. L'ARTICLE CI-DESSOUS REVIENT SUR CE MOMENT CHARNIÈRE EN ANALYSANT NOTAMMENT LES FISSURES DANS L'ALLIANCE CONTRE-RÉVOLUTIONNAIRE AU POUVOIR.
(TITRE ET INTERTITRES D'A2C)

Une fois encore, les masses populaires dépassent les élites politiques et les prennent au dépourvu. Des milliers de femmes et d'hommes, bravant les risques d'arrestation et de répression meurtrière, ont répondu à l'appel de Mohamad Ali à manifester contre Sissi, signalant le retour des slogans de la révolution de janvier 2011 sur les places et dans la rue. Les manifestations du vendredi 20 septembre [2019] constituent un bond en avant qualitatif sur le chemin de l'opposition au régime de Sissi. Le barrage de la peur érigé lors des années précédentes sur fond de meurtre, de torture et d'emprisonnement est en train de s'écrouler, avec tout ce que cela implique comme ouvertures pour un mouvement de résistance dans la prochaine période.



QUAND « CEUX D'EN BAS » NE VEULENT PLUS ET QUE « CEUX D'EN HAUT » NE PEUVENT PLUS

Beaucoup parlent de complots, de divisions parmi les différents services qui constituent

le régime pour expliquer cette vague de manifestations qui, selon eux, aurait bénéficié d'une relative clémence des forces de police. Ces idées expriment une grande méfiance à l'égard des masses et de leur capacité à dépasser les défaites d'hier afin

de revenir défier le régime, mais aussi un manque de lucidité causé par le fait que les milieux qui surgissent aujourd'hui sont différents de ceux qui ont fait la révolution de janvier 2011.

Cela ne veut pas dire que les divisions et les failles dans

l'alliance au pouvoir depuis le coup d'état de 2013 ne jouent aucun rôle dans le moment politique actuel, elles en constituent au contraire un élément central. De telles divisions au sommet préfigurent souvent des mouvements par



en-bas, qui peuvent prendre une direction réformiste ou révolutionnaire, lorsque les masses ressentent la fragilité des remparts du pouvoir.

SISSI. UN MAL NÉCESSAIRE POUR LA BOURGEOISIE

Nous ne pouvons comprendre le potentiel du mouvement actuel sans revenir sur la nature de la crise que traverse le régime militaire au pouvoir. Sissi s'est hissé au sommet de l'État en prenant la tête d'une contre-révolution qui visait clairement à mettre fin au mouvement populaire et politique né de la révolution de 2011. Le maréchal a réussi à se créer une base sociale parmi la classe capitaliste et les classes moyennes pour consolider son projet de dictature militaire. La logique de ce soutien était, en un mot, la peur de la révolution. La peur des vagues de grèves et de manifestations ouvrières et sociales, la peur des mouvements politiques de la jeunesse qui réclame justice, démocratie et liberté. Enfin, la peur de la montée des

mouvements islamistes et de leur place de premier plan sur la scène politique.

Les contours de l'accord étaient clairs : la classe capitaliste égyptienne renonce à toute prétention de participation au pouvoir, mais aussi à une bonne partie de ses profits en faveur de l'institution militaire qui est ainsi récompensée pour son rôle de fossoyeur d'une révolution qui menaçait les intérêts bourgeois.

De tels arrangements historiques ne sont pas nouveaux, les bourgeoisies sont souvent prêtes à faire des concessions immenses à un homme fort issu de l'armée, tant que ce dernier la protège de la révolution et des poussées de celles et ceux d'en-bas. Mais ce compromis constitue un régime d'exception, forcément temporaire. En effet, lorsque le danger immédiat est écarté, une fois que la contre-révolution a assis sa victoire contre les mouvements sociaux et politiques, que les baïonnettes font régner l'ordre dans la rue et à l'usine et que les révolutionnaires se retrouvent au cimetière, au cachot ou en

exil, alors le compromis de la veille prend les contours d'une charge insupportable qui pèse sur les épaules de la bourgeoisie et l'homme fort de la contre-révolution, le héros, se transforme en despote corrompu dont il faut se débarrasser. Son maintien au pouvoir devient même le premier facteur d'instabilité, et les failles font leur apparition au grand jour dans le « front de la nécessité » que la situation révolutionnaire avait imposé.

La crise révolutionnaire elle-même avait eu comme conséquence un changement des rapports de forces au sein des institutions étatiques. Alors que le régime de Moubarak était basé sur un équilibre précis entre la présidence, le ministère de l'Intérieur et l'armée, la révolution est passée par là et l'Intérieur est devenu le « laquais » de l'armée – comme le dit Mohamad Ali – qui est elle-même le laquais de la présidence. Tout le monde a accepté cette situation vue comme un mal nécessaire le temps d'asseoir le coup d'état et d'assurer la victoire de la contre-révolution.

Mais les tentatives de Sissi pour faire de l'exception la règle sur le long terme, comme nous l'avons vu avec les réformes constitutionnelles, ont généré des divergences au sein des services de l'État.

UN RÉGIME EN CRISE DE LÉGITIMITÉ

D'autre part, le dynamisme relatif de l'économie, qui se traduit d'un côté par plus de pauvreté et d'austérité, et de l'autre par un élargissement des « grands projets » financés par des crédits du Golfe et des pays occidentaux, a aussi un caractère exceptionnel et temporaire. Par exemple, les villes nouvelles comme la capitale administrative (sortie de terre à 40 km du Caire) et El-Alamain, avec leurs infrastructures massives dans lesquelles ont été injectés des milliards de dollars, ne sont destinées ni à l'industrie, ni à l'agriculture, ni même au tourisme, et par conséquent ne pourront générer de revenus pour rembourser les dettes ni même les intérêts des dettes.

Aucun régime politique ne peut survivre sur le long terme par la seule répression. Il faut une idéologie qui dote le régime d'une légitimité auprès de certaines couches sociales. La peur peut donner cette légitimité par la force de circonstances exceptionnelles et pendant une courte durée, mais elle perd de son efficacité si le régime tente d'en faire la base permanente de son pouvoir. C'est ce que Sissi essaie de faire (en particulier depuis les réformes constitutionnelles), et les dernières manifestations sont un retour de bâton pour lui et sa dictature militaire. Nous faisons face à un régime qui a perdu sa légitimité, et en face duquel se dresse une opinion publique hostile qui a perdu patience avec la corruption, l'incompétence et la répression. Les épouvantails absurdes, comme le terrorisme, le danger islamiste et le « chaos » syrien et irakien qui avaient un temps légitimé le régime, ne passent plus dans l'opinion publique. Cette dernière ne supporte plus de subir des politiques d'austérité et d'appauvrissement alors que des milliards sont dépensés pour construire des palais présidentiels et des quartiers chics pour les grands hommes d'affaires et les chefs de l'armée et de la police.

RECONSTRUIRE LES BASES DE LA RÉSISTANCE

Sommes-nous pour autant sur le seuil d'une nouvelle révolution ou même d'une situation révolutionnaire? Les fissures dans l'alliance de classe au pouvoir et l'explosion de colère contre Sissi et son régime représentent sans doute un véritable saut qualitatif. Mais le régime n'est pas près de s'effondrer, et les batailles à venir s'annoncent longues et difficiles. La vague actuelle de colère qui annonce le début de l'effondrement du mur de la peur est un phénomène important et dangereux, mais ce n'est que le début d'un long chemin pour guérir les blessures de la défaite de la révolution de janvier 2011 et reconstruire les bases de la résistance sur les campus et les lieux de travail ainsi que dans



les organisations syndicales. Un long processus, entaché de milliers de luttes limitées sur les lieux de travail, d'étude et de vie, grâce auxquelles les masses pourront retrouver leur confiance dans leur capacité à changer le cours des choses et dans le projet révolutionnaire. Tout cela nécessite un travail acharné et organisé et ne viendra pas du jour au lendemain.

Nous devons sans plus attendre nous appuyer sur l'initiative des masses; premièrement en construisant un front uni des forces d'opposition de différents bords, afin d'interagir avec le mouvement populaire et d'élaborer des revendications permettant de dépasser le régime Sissi et le pouvoir militaire; deuxièmement, il nous faut profiter de la moindre faille qui puisse apparaître dans le rempart du régime afin de reconstruire nos organisations syndicales, étudiantes et politiques dans le but de reconquérir l'espace politique fermé de force par la contre-révolution. La lutte qui s'annonce à nous est longue et difficile, mais elle a déjà commencé. Les masses ont pris l'initiative, les forces politiques révolutionnaires doivent maintenant les suivre.

A2C: programme du weekend de discussions des 9 et 10 novembre

SAMEDI

10h-12h30 / Économie : retour de la crise ?

14h-15h45 / Syndicalisme : expériences locales et perspectives stratégiques

16h15-18h / Révolution permanente en partant du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord

DIMANCHE

10h-12h30 / Situation politique générale et locale

14h-15h45 / Structuration et organisation A2C

16h15-18h / Publications

Une question, une remarque, une polémique ?

A2C@RISEUP.NET